

# têtu +

## SOMMAIRE

**RELAPSE: LES GAYS FONT LA SOURDE OREILLE** Par DIDIER LESTRADE p. 170

**BRÈVES MÉDICALES** Par EMMANUELLE COSSE, DIDIER LESTRADE, CHRISTOPHE MARTET et PATRICE VICTOR p. 172

**INTERVIEW: JEAN-FRANÇOIS DELFRAISSY** Par CHRISTOPHE MARTET p. 176

## Relapse: les gays font la sourde oreille

DES DONNÉES TRÈS ALARMANTES... MAIS UN SURSAUT QUI SE FAIT ATTENDRE. DEUX MOIS APRÈS LA PUBLICATION DES PREMIERS RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE PRESSE GAY, DIDIER LESTRADE EXPLIQUE POURQUOI, SELON LUI, LA COMMUNAUTÉ GAY NE SEMBLE PAS PRÊTE À FAIRE SON AUTOCRITIQUE.

Dans son numéro 102, *Têtu* publiait en exclusivité les chiffres préliminaires de l'Enquête presse gay (EPG). Cette étude, initiée il y a vingt ans, grâce à *Gai Pied* et à d'autres médias gay de l'époque, suit régulièrement l'évolution des comportements sexuels des gays français et leur attitude face à leur santé et à la prévention. La précédente enquête, en 2000, avait été la première à signaler le relâchement de la prévention. Pour l'année 2004, l'étude a été

**UN HOMOSEXUEL SUR TROIS NE SE PROTÈGE DONC PAS TOUJOURS. PARMI CES DERNIERS, 24 % PRENNENT DES RISQUES D'UNE MANIÈRE RÉGULIÈRE (UNE FOIS PAR MOIS OU PLUS).**

coordonnée par Annie Velter, de l'Institut de veille sanitaire (InVS), et financée par l'Agence nationale de recherches sur le sida (ANRS); 6184 questionnaires récoltés à travers la presse et Internet ont été analysés. Cette étude marque un tournant décisif dans la compréhension des limites – pour ne pas dire de l'échec – de la prévention en milieu gay. Les deux précédentes enquêtes signalaient un fléchissement des comportements préventifs, mais l'EPG 2004 l'entérine d'une manière effrayante. Pour résumer, quelques chiffres. Entre 1997 et 2004, les relations non protégées ont augmenté de 70%. Les répondants sont 36% à déclarer avoir eu une pénétration anale non protégée dans les douze derniers mois avec des partenaires occasionnels. Un homosexuel sur trois ne se protège donc pas toujours. Parmi ces derniers, 24% prennent des risques d'une manière régulière (une fois par mois ou plus). Cette enquête confirme aussi tout un faisceau d'informations: ceux qui draguent sur Internet prennent plus de risques que ceux qui trouvent leur partenaire sexuel dans les bars ou les saunas; plus on a de partenaires, plus on prend de risques; un homosexuel sur deux qui ne connaît pas son statut sérologique déclare une pénétration non protégée. Un homosexuel sur deux (48%) s'expose ou expose son partenaire au sperme lors de la fellation. Un gay sur dix a eu une infection sexuellement transmissible (IST) pendant l'année. Et la cerise sur le gâteau: en 2004, 49% des séropositifs ont pris des risques, soit un séropositif sur deux. Un chiffre qui ne devrait pas améliorer les relations entre séropositifs et séronégatifs, et le manque de confiance qui caractérise les relations entre gays aujourd'hui. La réponse au problème? Ne pas en parler. En 2004, six hommes sur dix ayant eu une sodomie non protégée l'ont

fait avec au moins un partenaire occasionnel dont ils ne connaissaient pas le statut sérologique. Une information qui tord le cou à la théorie selon laquelle le relâchement concerne surtout ceux qui adoptent le sérotriage, c'est-à-dire qui choisissent leurs partenaires en fonction de leur statut sérologique.

### UNE RÉACTION ASSOCIATIVE MOLLE

Malgré des données aussi claires et alarmantes, la communauté gay et la communauté sida ont répondu plutôt mollement, et c'est ce qui nous inquiète. Dans le milieu sida, le point de vue est souvent cohérent. Premier constat: les principales associations n'ont pas réagi directement à l'enquête. Aides, Act Up-Paris ou Sida Info Service (SIS) n'ont pas rédigé de communiqué de presse spécifique. Ce qui est étonnant vu l'impact psychologique des données. Act Up-Paris a mentionné ces résultats lors de sa communication sur la gay pride. De même, SIS en a profité pour présenter des chiffres obtenus à partir de son dispositif téléphonique qui confirment l'alarme émise par l'Enquête presse gay. L'année dernière, SIS a reçu près de 10000 appels de gays et, pour la quatrième année consécutive, la proportion des demandes de conseils évoquant une prise de risque a progressé, passant de 43% en 2000 à 58,5% en 2004 avec une accélération entre 2003 et 2004 (de 47,7% à 58,5%). Sida Info Service en appelle à un «*électrochoc salutaire*». De son côté, Christian Saout, d'Aides, voit que «*tous les indicateurs sont réunis pour un nouveau départ de l'épidémie*». Emmanuel Château, d'Act Up, a un jugement plus dur: «*Ce qui est grave, ce n'est plus seulement le bareback, ce sont les prises de risque occasionnelles, les pratiques de sérotriage, les rapports entre séropositifs et séronégatifs. Avec cette étude, plus personne ne peut ignorer ce qui se passe. Mais je suis très inquiet sur ce que cela veut dire en termes de discours concernant les groupes à risque.*» Ces deux associations sont rapides à critiquer le peu d'initiatives gouvernementales, le silence du ministre de la Santé, la baisse des crédits pour relancer la prévention et la mollesse de l'initiative «*Sida, grande cause nationale*». Bref, le principal responsable, c'est l'État. Antonio Alexandre, délégué national chargé de la prévention au sein du Sneg, met les associations devant leurs responsabilités: «*On ne peut pas parler de désengagement des pouvoirs publics par rapport aux budgets alloués à la lutte contre le VIH. Ce sont les associations qui doivent se remobiliser pour réaliser*





des actions mutualisées et ainsi cesser d'être leurs propres censeurs. Il faut réagir et dire aux mecs d'arrêter de se contaminer les uns les autres, sans quoi ils tueront la communauté.» Même son de cloche du côté de Jean-Luc Romero, d'Élus contre le sida: «Si nous avons des reproches à faire, c'est avant tout à nous, les associations, qu'il faut les adresser. Je vois bien, en étant très présent sur le terrain, que les associations de convivialité n'abordent plus la question du sida.»

### LES INSTITUTIONS EN PREMIÈRE LIGNE

Chez les institutionnels, le ton est plus virulent. Le Pr Gilles Brucker, directeur général de l'InVS, a participé à un chat en direct sur le site de Têtu et, à la question d'un internaute sur la responsabilité des gays en matière de prévention, il a répondu: «Je ne crois pas que l'on puisse faire une analyse générale et globale de l'ensemble des homosexuels. L'analyse des répondants à l'enquête met en évidence une prise de risque majeure au sein d'une population plutôt favorisée (niveau d'étude et de revenus) et donc a priori informée. La question de leur responsabilité est donc effectivement posée, d'autant que la prise de risque apparaît plus fréquente chez les séropositifs.» Philippe Lamoureux, de l'Institut national de la prévention et de l'éducation à la santé (Inpes), se désolé: «Les chiffres confirment une tendance qu'on pressentait. C'est la première fois dans l'histoire de la santé publique qu'une épidémie devient endémique.» Du côté du Conseil national du sida, on réserve son interprétation en attendant la remise d'un rapport sur la prévention qui devrait être publié en septembre. Au ministère de la Santé, le Dr Julien Emmanuelli pense que les chiffres ont «donné un effet de vérité au phénomène du relâchement. On savait tous ce qui se passait, mais pas à ce point-là. Ce qui handicape les initiatives, c'est la notion d'embarras: dès qu'on parle de prévention du VIH, c'est un terrain vulnérable car très identitaire. Pour que l'action publique soit claire, il faut qu'elle soit guidée par les associations sur des sujets pragmatiques.» Dans la presse, Libération s'empare des chiffres pour aborder, le jour de la gay pride, les effets du sérotriage. Le titre est révélateur: «Une communauté en mal d'amour». Le débat déborde de plus en plus lu milieu gay, qui peine à trouver une réponse efficace. Dans l'article, Fabrice Clouzeau, de Sida Info Service, lance la phrase définitive: «Désormais, plane sur nous cette histoire de pénalisation des transmissions volontaires. On ne se demande plus si, mais quand, un homosexuel va se trouver au trou pour avoir contaminé un autre homosexuel.» À Illico, on prend l'information avec gravité: l'article annonçant la nouvelle s'intitule «Alerte générale». Pour les journalistes Jean-François Laforgerie et Pierre Frau, l'augmentation de 70% des rapports non protégés depuis sept ans résume «le niveau jamais atteint de la dégradation de la prévention chez les gays». Mais l'analyse est malgré tout un peu brouillonne. Illico insiste sur les biais de l'enquête et sur la sous-représentation (réelle) des jeunes: «En gros, les résultats de l'enquête sont difficilement généralisables à l'ensemble de la population homo.» Et leur point de vue devient plus étrange quand les journalistes affirment: «Les résultats de 2004 sont voisins de ceux de 2000, le constat est le même et rien n'a changé.» Dans un numéro d'Illico de mars 2001, le même Laforgerie écrivait: «Relâchement, oui, bareback, non. [...] Ce ne sera pas la cata que l'on attendait.» Il faut être logique: si les chiffres de 2004 sont alarmants, mais ressemblent à ceux de 2000 qui n'étaient pas catastrophiques, il y a comme une pièce du puzzle qui aurait disparu. Serait-ce l'évolution silencieuse des mentalités? Le refus d'admettre que la situation est grave persiste. Il y a encore quelques mois, certains avis minimisaient l'ampleur de la reprise de l'épidémie. Alors que l'InVS est toujours

en retard en ce qui concerne le nombre exact des nouveaux cas de séropositivité, de nombreux intervenants associatifs s'en tiennent rigoureusement à la fourchette la plus basse de l'évaluation, qui date du... premier semestre 2004. Pourtant, depuis, le sociologue Philippe Adam, de l'Institute For Social Research, qui a coordonné l'enquête «Testez votre sex-drive» menée avec le Sneg et Citégay entre juin et octobre 2004, constate que la probabilité des prises de risque est de 63% chez les séropositifs, contre 39% chez les séronégatifs. Une telle différence d'intention entre les groupes sérologiques n'aurait donc pas d'effet en termes de contaminations? Quand les résultats de l'Enquête presse gay sont publiés, certains préfèrent croire à une mauvaise interprétation du phénomène ou à une étude biaisée. Pire, lors d'un récent débat sur la prévention à Lyon, des militants d'Act Up-Lyon ont déclaré: «Mais les homosexuels ne sont pas des chiffres!» Quand les études comportementales font défaut,

**POUR LE DR JULIEN EMMANUELLI, LES CHIFFRES ONT «DONNÉ UN EFFET DE VÉRITÉ AU PHÉNOMÈNE DU RELÂCHEMENT. ON SAVAIT TOUS CE QUI SE PASSAIT, MAIS PAS À CE POINT-LÀ.»**

on se cache derrière l'absence de chiffres; lorsque ces derniers surviennent enfin, on refuse d'admettre que la sexualité gay puisse être résumée à des données. C'est le cri du Prisonnier dans le relapse: «Je ne suis pas un numéro!» Plus révélateur encore, certains membres d'associations se désolent de voir que la réaction militante ne vient pas du sommet des associations auxquelles ils appartiennent. Le sentiment de base des homosexuels se détourne désormais de ces structures qui manquent de courage. Absence d'engagement des homosexuels dans la lutte contre le sida ou frustration envers une dynamique associative qui manque tristement de souffle et qui, désormais, semble dépassée par le calendrier des enquêtes? C'est un cercle vicieux dangereux. Pour la première fois depuis le début de cette épidémie, il y a près de vingt-cinq ans, une impression de colère se développe envers le discours militant, incapable de créer des initiatives de grande ampleur qui puissent prouver à la société que des études comme l'Enquête presse gay vont servir d'électrochoc salutaire. DL ILLUSTRATION KOA

Les résultats préliminaires de l'Enquête presse gay sont disponibles sur [www.anrs.fr](http://www.anrs.fr)  
Les résultats de l'enquête «Testez votre sex drive en ligne» sur [www.i-psr.org](http://www.i-psr.org)